

Encore un effort pour être républicains :

Cette réalité est une atteinte aux principes fondateurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité. Sarkozy et son système veulent ré-écrire l'Histoire et la réorienter :

- Où est la Liberté quand des caméras contrôlent le moindre de nos mouvements ? Quand le vote des citoyens contre la Constitution européenne est annulé par un Parlement aux ordres ?

- Où est l'Égalité quand les étrangers non-européens n'ont même pas le droit de voter aux élections locales ?

- Où est la Fraternité quand apporter son soutien à un étranger est passible de poursuites et de condamnations ?

Toute la politique de Sarkozy reprend les idées de l'extrême-droite. Les invocations des figures héroïques du communiste Guy Môquet et des combattants, Français et Espagnols républicains des Glières ne sont que des prétextes pour réécrire l'histoire...

C'est pour toutes ces raisons que nous appelons nos concitoyens, organisés ou non, à la Résistance et à rejoindre notre lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits.

Né dans la clandestinité et la résistance au nazisme et au fascisme, le MRAP a été créé en 1949, à l'initiative d'anciens résistants et déportés. Il n'a cessé de combattre toutes les formes de racisme, d'agir pour l'amitié entre les peuples et pour l'égalité des droits entre tous les êtres humains. Les luttes historiques du MRAP : contre l'antisémitisme, contre l'apartheid en Afrique du Sud, contre la ségrégation et pour le droit des minorités aux États-Unis, contre le colonialisme et ses implications racistes, contre le racisme à l'égard des Tsiganes et des immigrés, pour la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention. Le MRAP est à l'origine de la loi du 1er juillet 1972 qui fait du racisme non pas une opinion mais un délit.

MRAP 5/13
BP 243
75227 Paris Cedex 05

NOUS SOMMES TOUS DES RACAILLES !

Nous le sommes tous, à un titre ou à un autre, par les lois, les décrets, les règlements votés et mis en œuvre depuis de nombreuses années et plus particulièrement depuis 2007.



mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
43 boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 53 38 99 99 - Fax : 01 40 40 90 98 - accueil@mrp.fr
<http://www.mrap.fr>

NOUS SOMMES TOUS DES RACAILLES

Quartiers abandonnés :

43% de jeunes au chômage, logements dégradés, réseaux de transports insuffisants, services publics en voie de disparition provoquent violence, révolte aveugle, racisme, dégradation et délinquance. Cette situation favorise trop souvent répression et violence sous prétexte de maintien de l'ordre et d'assurer la sécurité des bons citoyens quand, en réalité, la situation ne fait qu'empirer puisque nos gouvernants s'en prennent aux conséquences et non pas aux causes.

Les étrangers :

Il n'est pas bon de venir d'ailleurs dans « le pays des Droits de l'homme » : on multiplie les obstacles à l'entrée en France et en Europe des migrants et des réfugiés. L'asile est pratiquement devenu impossible alors que guerres, conflits et misère ravagent tant de pays.

Les travailleurs sans papiers et leurs familles, sans aucun droit, sont à la merci des rafles - on est même venu chercher les enfants étrangers dans les écoles - et des contrôles au faciès qui permettent au gouvernement de s'enorgueillir de 28 000 expulsions par an.

Des mesures racistes scandaleuses sont appliquées :

Les **chibanis**, ces vieux travailleurs maghrébins, qu'on a fait venir au temps de la colonisation, ou qui sont venus après l'indépendance, ont aujourd'hui plus de 65 ans et sont menacés d'expulsion et de retrait de leurs droits à la retraite et aux prestations sociales.

Les **Rroms**, européens, et les gens du voyage, français, sont les victimes désignées par Sarkozy à la vindicte publique.

Le racisme est officiellement encouragé par les plus hautes autorités de l'État : Président de la République, Ministre de l'intérieur : Brice Hortefeux, condamné pour racisme, n'en reste pas moins à son poste ministériel, il est même chargé de l'immigration : preuve que pour le gouvernement l'immigration est une question de police.

La loi d'orientation pour la programmation et la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) prévoit une répression des populations ciblées (pauvres, mineurs délinquants...) et des atteintes à la liberté de tous. Les habitats précaires (caravanes, tentes, camions, etc..) devront être détruits. Cette mesure vise les nomades, les sédentaires précaires, qu'ils soient français ou étrangers.

Les ventes à la sauvette seront sévèrement sanctionnées. Ce sont des mesures contre les pauvres.

Atteintes à la liberté de tous : fichage et une vidéo surveillance généralisés, blocages de sites internet sans contrôle d'un juge, espionnage informatique y compris à domicile, durcissement du droit pénal, pouvoirs policiers accrus, recours officiel aux polices privées, création de groupes de « bons citoyens », etc.

Toute cette politique xénophobe et raciste encourage le passage à l'acte dans des populations en perte de repères : agressions antisémites, islamophobes, anti-Rroms, contre les Africains et les Européens. On est toujours l'étranger de quelqu'un...

Est-on sûr d'être français ? La paranoïa identitaire et la bêtise administrative se conjuguent pour mettre en cause la nationalité française de personnes sous prétexte qu'un de leurs grands-parents n'est pas né au bon endroit. Ceux dont la naturalisation est récente peuvent la perdre : tuer un dépositaire de l'autorité publique n'est pas moins grave, que l'on soit français depuis plusieurs générations ou par naturalisation. Seul le gouvernement de Vichy avait déchu des Français de leur nationalité.